



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

terrorisme

Question au Gouvernement n° 4604

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

M. le président. La parole est à Mme Nicole Ameline, pour le groupe Les Républicains.

Mme Nicole Ameline. Monsieur le Premier ministre, le terrorisme reste une menace persistante pour le monde. Avec la perte de leurs territoires de guerre en Syrie et en Irak, de nombreux combattants djihadistes tentent d'accélérer leur retour sur notre propre sol et dans les pays voisins. Il faut rassurer les Français et en particulier nos élus locaux face au risque de diffusion de la radicalisation aux fichés S résidant sur notre territoire, mais il faut aussi formuler des réponses plus globales. Il faut d'abord renforcer notre coopération avec les pays de la Méditerranée tels que la Libye, la Tunisie et l'Égypte qui sont des pays de retour et de transit. Il faut aussi renforcer la solidarité internationale en matière de renseignement et d'information.

Or que constate-t-on ? La solidarité internationale est aujourd'hui remise en cause, notamment par l'Amérique qui devrait donner l'exemple et qui fragilise l'OTAN, notre instrument de sécurité collective. Les dernières décisions du président américain relatives aux ressortissants musulmans ajoutent à ce désordre politique. Mentionnons aussi l'attitude ambiguë de la Turquie, qui fait partie de notre alliance et qui contribue en général à l'affaiblissement de l'Occident.

Certes, la France est engagée partout, par le biais de nos forces armées et de notre diplomatie, mais elle est encore trop absente des processus politiques, en particulier au Moyen-Orient. Comment comptez-vous renforcer l'action et la voix de la France dans un contexte international caractérisé par le retour de la primauté de la force sur le droit ? Nous attendons vos réponses, qui sont essentielles pour la France elle-même et pour le reste du monde. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe Les Républicains.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Je vous remercie de votre question, madame la députée. Elle porte sur plusieurs sujets qui sont au cœur non seulement des préoccupations de la diplomatie française, mais aussi des discussions au sein de l'Union européenne, notamment entre la France et l'Allemagne. Pour répondre précisément à cette question, il faut considérer les faits. Si l'on prend un peu de recul sur l'action diplomatique menée par le Président de la République au cours du quinquennat, on constate que nous avons été très présents. Cette présence là où essaimait le terrorisme, notamment sur la bande sahélienne, est d'ailleurs reconnue, comme en témoigne le dernier sommet Afrique-France tenu à Bamako.

Ce que nous avons fait au Mali en raison des valeurs dont nous nous réclamons, ce que nous avons fait en Centrafrique, ce que nous faisons par la présence de la force Barkhane, tout cela montre, dans cette région où le terrorisme menace et où des crimes sont commis, qu'au nom de nos valeurs et par les initiatives que nous

prenons, nous sommes là ! Nous sommes également présents au Levant, où nous avons pris des initiatives depuis le début du quinquennat. Nous avons été, lorsque la situation en Syrie s'aggravait,...

M. Pierre Lellouche. Vous avez eu tout faux en Syrie !

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. ...parmi les premiers à insister pour la mise en œuvre d'une solution politique inclusive, sans laquelle nous estimions qu'il serait impossible de lutter efficacement contre le terrorisme. Si les États-Unis avaient adopté en juillet 2013 une autre position que celle qu'ils ont prise alors que nous leur demandions de prendre conscience de la gravité de la situation, l'évolution des choses aurait été très différente.

M. Claude Goasguen. Quelle erreur !

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Nous n'avons cessé d'agir dans cette partie du monde, contrairement à ce que vous laissez entendre dans votre question. Nous l'avons fait lorsqu'il s'est agi de voter la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies prévoyant un nouveau rendez-vous à Genève après que les rencontres d'Astana ont montré leurs limites et se sont révélées décevantes, alors même qu'on nous expliquait dans cet hémicycle qu'il fallait reconsidérer nos alliances et toute notre stratégie et nous précipiter dans l'organisation de ce genre de réunion pour aboutir plus vite à des solutions qui, encore récemment, se sont révélées dépourvues de pertinence.

Nous sommes présents au sein de l'Union européenne, plus que nous ne l'avons jamais été, pour protéger le continent européen. Nous avons été à l'origine, avec les Allemands, du renforcement des moyens de Frontex et de la modification du code frontières Schengen, notamment de son article 7-2, permettant de procéder à des contrôles systématiques aux frontières extérieures de l'Union européenne. Nous avons été à l'origine de la mise en place de dispositifs d'interconnexion des fichiers permettant de lutter efficacement contre le terrorisme.

M. Pierre Lellouche. Ils n'existent toujours pas !

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Nous avons été, avec les Allemands, à l'origine du mandat donné à Mme Guérini visant à créer les conditions d'une maîtrise accrue de l'immigration économique irrégulière avec des pays comme le Niger.

M. Pierre Lellouche. Cela ne fonctionne pas et vous le savez !

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Par conséquent, madame la députée, sur tous les sujets que nous avons évoqués, nous avons non seulement pris l'initiative, mais nous avons aussi obtenu des résultats...

M. Pierre Lellouche. Aucun !

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. ...dans un monde plus difficile, plus conflictuel et plus dangereux qu'il ne l'a jamais été. Comme nous avons l'habitude de nous interpeller mutuellement depuis de très nombreuses années, dans cet hémicycle ou dans d'autres enceintes en Normandie, je me devais de vous apporter, par amitié et par souci de précision, la réponse la plus adéquate à la question absolument pertinente que vous avez bien voulu m'adresser. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Données clés

Auteur : [Mme Nicole Ameline](#)

Circonscription : Calvados (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4604

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [1er février 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er février 2017](#)